

## FAITS MARQUANTS DE LA CDP12 DE LA CEM: DIMANCHE, 22 OCTOBRE 2017

Dimanche, la douzième réunion de la Conférence des Parties (CdP12) à la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CEM) a été précédée par une journée d'événements de haut niveau, dont un dialogue des hauts responsables dans la matinée, une table ronde de haut niveau dans l'après-midi, et la cérémonie de remise des prix de la Nuit des Champions des espèces migratrices dans la soirée.

### DIALOGUE DES HAUTS RESPONSABLES

Le Dialogue de hauts responsables a rassemblé des ministres, de hauts responsables du secteur privé, et des organismes non gouvernementaux sur le thème « Avancer vers une planète libre de pollution ». Les participants ont abordé les trois principales menaces qui pèsent sur la vie sauvage: les débris marins, la pollution aux pesticides, et le plomb.

Rico Hizon, de BBC World News, a modéré le débat. Soulignant que « l'avenir c'est aujourd'hui », il a exhorté les participants à prendre des engagements et à bâtir des partenariats pour sauvegarder la vie sauvage.

Roy Cimatu, Secrétaire à l'environnement et aux ressources naturelles, Philippines, a souligné que la contamination marine est en pleine croissance et constitue une préoccupation mondiale permanente. Il a mis en exergue des politiques nationales visant l'élimination progressive, la réglementation ou l'interdiction des sacs en plastique. Evoquant le Programme de gestion des écosystèmes marins et côtiers, Cimatu a indiqué que les Philippines s'apprentent à traiter de façon holistique les menaces et les moteurs de la dégradation du milieu marin.

Citant les plus de 12,6 millions de décès annuels dus à la pollution, Ibrahim Thiaw, ONU Environnement, a estimé que « ce qui nous tue à présent est notre style de vie ». Il a appelé les gouvernements, la société civile et les partenaires du secteur privé à s'engager sur la réduction de la pollution lors de la troisième Assemblée des Nations Unies sur l'environnement en décembre 2017.

Bradnee Chambers, Secrétaire exécutif de la CEM, a instamment appelé à un engagement plus large du secteur privé dans les activités de la CEM, et a déclaré que « la recherche de profits ne signifie pas nécessairement un nivellement par le bas ». Concernant les pesticides, par exemple, il a rappelé les impacts en matière de déclin des espèces en citant l'effondrement des effectifs de vautours en Afrique.

Dans son intervention, Peter Nitschke, de l'organisation Plastic Bank, a noté l'existence de 40 milliards de tonnes de plastique sur Terre, en déclarant que « nous produisons 300 milliards de kilos de plastique chaque année ». Il a indiqué que, d'ici 2050, la quantité de plastique dans les océans pourrait être équivalente aux stocks mondiaux de poissons. Il a expliqué le travail de Plastic Bank en matière de partenariats, de formation et de technologies susceptibles d'atténuer l'utilisation excessive de matériaux plastiques. En conclusion, il a appelé: à créer des législations nouvelles sur les déchets et leur traitement; à promouvoir la prise de conscience du public sur une gestion appropriée des déchets; à établir davantage de partenariats public-privé; à investir dans un modèle économique circulaire et non plus linéaire; et à stimuler l'innovation en matière d'emballage et de recyclage à travers des mesures incitatives.

Les participants ont discuté, entre autres: du manque de volonté et de leadership politique; du besoin de viser le zéro déchets; des opportunités ouvertes au secteur privé en matière de gestion du recyclage; des cadres législatifs pour la gestion des déchets; et défis en matière de communication, notamment entre les secteurs public et privé; de l'engagement du Bhoutan sur la neutralité carbone; de l'interdiction des sacs plastiques au Kenya; et des investissements de la Suède et de l'Indonésie dans la lutte contre la pollution du milieu marin.

Hizon a conclu le débat en s'engageant à sensibiliser davantage de personnes sur les problèmes liés à la pollution à travers la BBC, qui est présente dans 400 millions de foyers partout dans le monde, et en invitant les participants à rejoindre la campagne #BeatPollution (vaincre la pollution).

### TABLE RONDE DE HAUT NIVEAU

La table ronde de haut niveau s'est focalisée sur la façon dont la mise en œuvre de la CEM peut contribuer à atteindre les Objectifs de développement durable (ODD). Rico Hizon, de BBC World News, a modéré la table ronde.

Roy Cimatu, Secrétaire à l'environnement et aux ressources naturelles, Philippines, a invité la table ronde à placer la vie sauvage au cœur du développement durable.

Bradnee Chambers, Secrétaire exécutif de la CEM, a appelé à se centrer sur les interconnexions pratiques entre les espèces migratoires et les ODD, et notamment sur les divers apports des services écosystémiques en matière de développement durable.

Dans son intervention, David Pritchard, Consultant indépendant, a expliqué que le Plan stratégique pour les espèces migratoires 2015-2023 donne une vision globale de la façon dont les espèces migratrices et la mise en œuvre de la CEM peuvent contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable.

John Scanlon, Secrétaire général de la CITES, a souligné le besoin d'aborder de façon pratique l'intersection entre les personnes, l'emploi et l'industrie.

Evoquant un « déficit de pensée », le Secrétaire général Chambers a souligné le besoin: de calculer la valeur économique des espèces migratoires; de dissiper la méfiance entre la CEM et la communauté du développement durable; et de sensibiliser largement.

Tarsicio Granizo Tamayo, Ministre de l'environnement de l'Équateur, a souligné l'importance: dépasser le niveau national en matière de conservation de la vie sauvage; de relier la conservation à la réduction de la pauvreté; et de coordonner la CEM avec les autres conventions des Nations Unies, notamment celles relatives à la biodiversité, au climat et à la désertification.

Abdul Hamid Zakri, Malaisie, a souligné que les espèces migratrices sont essentielles au bien-être humain. Susan Lieberman, de la Wildlife Conservation Society (WCS), a souligné le besoin de voir au-delà de la commercialisation des espèces, et de comprendre leurs rôles dans les écosystèmes intacts.

Kosi Latu, Directeur général du Secrétariat du Programme environnemental de la Région Pacifique (SPREP), a estimé, si la vie sauvage a bien une valeur économique, sa valeur culturelle et spirituelle sont négligées et mériteraient une plus grande attention de la part des hauts responsables.

Gamini Jayawickrama Perera, Ministre du développement durable et de la vie sauvage du Sri Lanka, a mis en exergue les dangers de la déconnexion croissante des personnes vis-à-vis de la nature, et a suggéré de mettre l'accent sur l'éducation des jeunes.

Godfrey Kiwanda Ssuubi, Ministre du tourisme, de la vie sauvage et des antiquités de l'Ouganda, a souligné que 80% du tourisme en Ouganda est lié à la conservation, ce qui en fait un actif économique.

Chan Somaly, Cambodge, a signalé le besoin d'intégrer la valeur de la biodiversité dans les politiques nationales de développement, de mettre l'accent sur la mise en œuvre, et d'intégrer le secteur privé dans les efforts ainsi déployés.

Barbara Thomson, du Ministère des affaires environnementales de l'Afrique du Sud, a indiqué que la conservation et le développement durable sont quasiment une seule et même chose.

Ibrahim Thiaw, d'ONU-Environnement, a estimé que le déficit n'est pas en matière de pensée, mais de mise en œuvre et d'intégration, à la fois au sein des gouvernements nationaux et dans le système fragmenté des conventions internationales.

Cristiana Pașca Palmer, Secrétaire exécutive de la Convention sur la diversité biologique, a ajouté qu'il y a un autre déficit en matière de volonté politique et a exhorté à lancer des appels en dehors de la communauté de la CEM.

Hany Muhammed Ali Tatwany, de l'Autorité saoudienne de la vie sauvage, a décrit la façon dont son pays a commencé à intégrer le secteur privé, les communautés locales et le gouvernement au service d'une conservation durable.

Rita Schwarzelühr-Sutter, Secrétaire d'État à l'environnement, à la conservation de la nature, à la construction et à la sécurité nucléaire auprès du Parlement allemand, a expliqué que les réserves de la biosphère établies par l'UNESCO sont axées sur l'utilisation durable et la conservation des ressources et fournissent des liens pratiques au développement durable.

Tamás Marhescu, du Conseil international de la chasse et de la conservation du gibier, a mis en exergue le besoin de changer le modèle actuel de durabilité pour faire de l'environnement le fondement de la durabilité et non pas simplement l'un de ses piliers. Stefan Leiner, Directeur général de l'unité Capital naturel de la Commission Européenne, a évoqué l'image de la "pièce montée" du Centre de résilience de l'Université de Stockholm, dans laquelle les économies et les sociétés sont des parties constitutives de la biosphère, comme base pour envisager les interconnexions avec les ODD.

Marku Lamp, du Ministère de l'environnement de l'Estonie, a instamment invité à utiliser les vecteurs modernes de communication pour atteindre un public plus large et mettre l'accent sur les connexions entre espèces migratrices et développement durable.

José Pedro de Oliveira Costa, Secrétaire national pour la biodiversité et les forêts du Ministère de l'environnement du Brésil, a évoqué la symbolique des baleines de l'Atlantique Sud comme outil de communication capable de rallier « les cœurs et les esprits ».

Siddhanta Das, Directeur général des forêts de l'Inde, a souligné l'importance de systèmes juridiques solides et de la coopération des communautés locales.

Angel Daneris Santana, Ministre adjoint des aires protégées et de la biodiversité de République dominicaine, a souligné le besoin de renforcer les capacités, y compris dans la création de nouveaux moyens de subsistance.

Réitérant l'idée que des législations solides dissuadent le commerce illégal, Harlad Fries, Ambassadeur de la Suède aux Philippines, a ajouté que l'information et la sensibilisation du public aident à détruire les marchés illégaux.

Le Secrétaire général de la CEM Chambers a développé le sujet du tourisme durable, en signalant les opportunités dans les parcs nationaux et en citant le succès remporté par le Costa Rica en matière de revenus tirés du tourisme durable.

Jonas Leones, Département de l'environnement et des ressources naturelles des Philippines, a rappelé que les Philippines comprennent environ sept mille îles, dans lesquels il y a une abondance d'oiseaux migrateurs qui constituent une source importante de revenus pour les communautés.

Le Secrétaire général de la CITES Scanlon a rappelé que les ODD sont centrés sur les personnes et a estimé que si les populations locales ont leur mot à dire concernant la vie sauvage avec laquelle elles cohabitent, la conservation en sera d'autant plus efficace.

Yeshey Dorji, Ministre de l'agriculture et des forêts du Bhoutan, a rappelé la façon dont la notion de « bonheur » éclaire la croissance nationale et la conservation environnementale.

Latu a rappelé que le concept d'écotourisme consiste à penser qu'un requin, une baleine ou une tortue a plus de valeur vivante que morte, mais a précisé que, pour le succès de cette philosophie, les communautés locales doivent recevoir des avantages sociaux et économiques.

Lieberman a appelé à s'assurer qu'un pays n'investisse pas dans l'écotourisme alors que les espèces font par ailleurs l'objet d'une utilisation non durable, en estimant que la collaboration tout au long des routes migratrices est indispensable.

Marghescu a estimé que le tourisme photographique et le tourisme de chasse sont compatibles, mais a précisé que les interdictions conduisent à une perte de revenus pour les communautés locales.

Somaly a indiqué que le Cambodge a élargi ses aires protégées et augmenté la part de développement liée à l'écotourisme.

Isabelle Rosabrunetto, Monaco, a rapporté que l'observation des baleines est une activité écotouristique majeure et que le Muséum océanographique offre des informations considérables en matière de biodiversité pour contribuer à la sensibilisation du public.

Thomson a souligné l'importance de réviser les politiques dans une optique de pleine participation et de flux de bénéfices issus de l'écotourisme pour les communautés locales. Granizo a mis en exergue l'importance de l'écotourisme dans les Îles Galápagos, en ajoutant qu'il est essentiel de mettre en place des normes claires d'utilisation durable dans la gestion du secteur.

Schwarzelühr-Sutter a instamment plaidé pour la coopération entre la CEM, la CITES et les Organisations régionales de gestion de la pêche, afin d'améliorer la gestion des espèces marines menacées. Ssuubi a appelé au partage des revenus de l'écotourisme avec les populations riveraines des aires de conservation. Perera a indiqué que les parcs nationaux attirent des visiteurs dans les zones rurales. Soulignant qu'il « ne convient pas de mettre tous ses œufs dans le même panier », Costa a signalé la fragilité de l'écotourisme face aux conflits et catastrophes naturelles.

Thomson a mis en lumière le besoin de campagnes de sensibilisation et d'instruments juridiques plus effectifs pour protéger, conserver et gérer les espèces migratrices. Leones a souligné que la participation communautaire aux initiatives de conservation est vitale. Schwarzelühr-Sutter a noté l'importance de mettre l'accent sur la coexistence entre l'humain et la vie sauvage, et sur les mécanismes de compensation.

Thiaw a indiqué que la valeur des espèces en termes de protection de la santé humaine est sous-estimée, et a appelé à dresser de meilleurs calculs économiques pour éclairer les États membres, le secteur privé et les autres parties prenantes. Yann Arthus-Bertrand, Ambassadeur de bonne volonté d'ONU-Environnement, a rappelé le déclin « brutal » de la vie sauvage et l'a qualifié de « sonnette d'alarme ».

Leones a clos la table ronde et invité les non-Parties à rejoindre la famille de la CEM.

## DANS LES COULOIRS

Alors que les délégués à la CdP12 se penchent sur les interconnexions entre la conservation de la vie sauvage et les ODD, de nombreux participants à la table ronde de haut niveau ont signalé ce dimanche que le thème de la réunion reflète précisément leurs attentes: « développement durable pour la faune sauvage et les êtres humains ». L'intensification des synergies et de la coopération entre les accords multilatéraux sur l'environnement constituent clairement une priorité de premier ordre pour certains. Cependant, d'autres sont plus préoccupés par la mise en œuvre sur le terrain et estiment qu'il y a eu assez de stratégie et de planification, et que l'action sur le terrain est plus urgente que jamais. Alors que la date limite de 2020 des Objectifs d'Aichi sur la biodiversité approche à grands pas, un délégué a estimé que la menace de destruction des habitats durant les cycles migratoires n'a pas été dument traitée.

Beaucoup espèrent que la table ronde de haut niveau va donner à ces interconnexions le poids dont elles ont besoin, en les intégrant notamment à la Déclaration de Manille sur le développement durable et les espèces migratrices, et qu'elle donnera aussi une plus grande visibilité au message lancé par la CdP à la communauté internationale selon lequel « leur avenir est notre avenir ». Comme l'a affirmé un intervenant au sortir de la table ronde, nous ne pouvons pas continuer à traiter les espèces de façon abstraite: elles font partie du paysage global, tout comme l'économie, la santé humaine et les sociétés. D'autres ont été d'accord sur l'idée qu'il est temps de rompre les barrières entre la conservation de la vie sauvage et le développement durable.